

## DOCUMENTATION

# LE COMMERCE DES ARMES : LE MINIMUM MORTEL POUR TOUS

par **Jean-Paul HEBERT**, Professeur de Sciences Économiques et Sociales.  
Article paru dans la revue *Hommes et Libertés* numéro 25, novembre 1982.

*Le commerce des armes est essentiellement réalisé par les États; les vendeurs privés (les trafiquants) ne tiennent qu'une part marginale de ce marché (5 % au maximum).*

*C'est un marché, en particulier celui des armements lourds (avions, bâtiments de guerre, missiles, blindés) qui a crû très vite depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, plus vite que la moyenne du commerce mondial, et cette croissance s'accélère. Le volume mondial des ventes est passé de 5 milliards en 1960 à 10 milliards en 1970, 20 milliards en 1978, 34 milliards en 1980 (en dollars courants).*

*Cette accélération est particulièrement nette à destination des pays du tiers monde qui en absorbent actuellement plus de 70 %, notamment le Moyen-Orient.*

*Au cours des vingt dernières années, la situation relative des principaux vendeurs s'est profondément modifiée et, en 1978, le marché était ainsi réparti :*

PAYS	% du marché	Valeurs en Md de S	Dont ventes au tiers monde (Md de S)
E.U.	47	9,6	5,8
U.R.S.S.	27	5,4	4
France	11	2,22	2
Italie	4	0,795	0,621
G.B	4	0,755	0,660
R.F.A.	2	0,442	0,080
Chine	1	0,214	ND
Israël	0,8	0,155	NO

*Ce dossier, réalisé par un économiste, présente, en premier lieu une analyse géopolitique de ce marché mondial des armes. Dans un deuxième temps, il conduit à s'interroger sur les causes, les avantages, mais aussi les retombées négatives de la stratégie française des ventes d'armes.*

## Les ventes françaises d'armements

La France, on le sait, a pris une place importante dans ce domaine comme en témoigne l'évolution de nos exportations d'armements.

Les ventes représentaient 2,57 % de nos exportations en 1969, et 5,6 % en 1981 : le secteur a progressé deux fois plus vite que l'ensemble du commerce extérieur français.

On peut considérer que le « décollage » se fait avec l'année 1973, les ventes d'armes françaises ayant suivi de près les évolutions géostratégiques au Moyen-Orient ou en Afrique sub saharienne. Cette dernière représente bien sûr un montant en valeur absolue beaucoup plus faible que l'autre mais la croissance de ses dépenses est rapide et la situation pour la France y est particulièrement propice à un développement des ventes en raison de l'importance de la « présence française » en particulier de l'assistance militaire dans plus de quinze pays africains.

La destination de ces armes s'est donc assez nettement transformée depuis vingt ans :

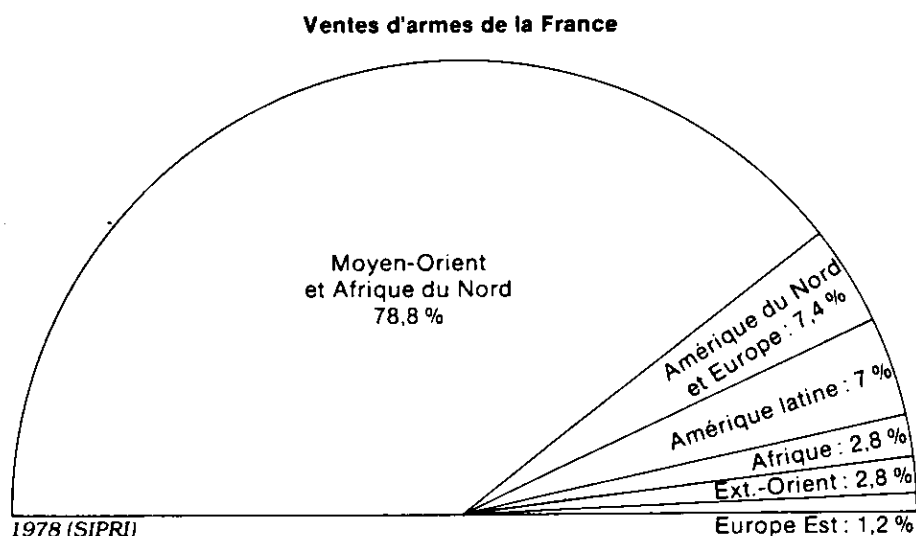
— Dans les années 60, trois pays : l'Afrique du Sud, Israël et l'Inde représentent plus de la moitié

des ventes d'armes françaises (1). L'Afrique du Sud s'équipe en mirages, hélicoptères puis va signer avec la France des accords de fabrication sous licence avant de parer elle-même à la production et à l'exportation (cf. infra)

Israël, qui reçoit dès 1956 30 mystères IV Dassault, a été un client très important avant que l'embargo partiel de juin 1967 puis total de janvier 1969 (2) ne réoriente ses commandes vers les États-Unis et ses propres fabrications.

— Dans la période 1969-1973, les ventes d'armes françaises se développent au Proche-Orient et au Moyen-Orient et prennent pied en Amérique latine, jusque là le client attitré des États-Unis. Sur le total des armes françaises, 24 % vont à l'Afrique du Nord (dont la Libye et l'Égypte), 22 % à l'Amérique latine, 17 % à l'Afrique du Sud, 15 % au Moyen-Orient.

Depuis cette date, cette répartition s'est modifiée : certains acheteurs sont devenus exportateurs, d'autres clients ont multiplié leurs achats. La montée des tensions dans la zone méditerranéenne est corrélative aux ventes accrues, si bien qu'en 1978, la répartition était la suivante :



## Le marché mondial

Certains pays ont une importance « traditionnelle » sur le marché, d'autres sont de nouveaux venus.

L'évolution du rapport de force existant entre les principaux vendeurs peut être mise en évidence en reprenant, dans l'annuaire du SIPRI 1982, le tableau des exportations d'armes majeures.

On y voit la progression des États-Unis, de plus en plus agressifs commercialement dans ce secteur, la progression de la France et de l'Italie, un certain recul de l'URSS (qui perd en 74-75 la clientèle de l'Égypte et de l'Irak, sans compter le Soudan et le Nord Yémen), le déclin de la Grande-Bretagne. On précisera plus loin le poste « autres » qui recouvre des évolutions susceptibles d'avoir des conséquences importantes dans l'avenir.

## % des exportations d'armes majeures au Tiers Monde

Fournisseurs	1962-66	1967-71	1972-76	1977-81
E.U.	29	34	38	37
U.R.S.S.	42	42	33	33
France	9	7	12	12
Italie	1	1	5	5
Roy-Uni	12	10	9	4
autres	7	6	8	9
Valeurs en milliards de \$	7,9	14,6	25,8	47,8
Total cumulé pour la période				

(1) embargo levé en 1974.

(2) pour plus de détails voir CEDE-TIM « L'impérialisme français » Maspéro. Paris. 1980.

On peut situer comme suit l'importance respective des industries d'armements des pays capitalistes

(faute d'informations détaillées correspondant pour l'URSS) :

	Nb de travailleurs employés			Production	Exportations	
	en milliers	% de la popul. active	% de la main d'œuvre industr.	% de la product. d'armement dans les industries de transformation	en Mds de Frs	% dans export. totales
G.B.	462	2	7	6,2	6,8	2,5
RFA	199	1	2,1	2,2	4	0,7
It.	85	1	1,5	1,5	4,5	2
Fr.	287	1,3	4,5	5,1	14,7	4,7

Données 1977 Source : Alain Joxe · *Demain la guerre* · p. 62

### Des mots et des chiffres

Pour parler des ventes d'armes de manière sereine, il faut rappeler quelques notions qui ne se confondent pas :

- les dépenses militaires comprennent l'ensemble des frais en rapport avec la défense, y compris les soldes, dépenses d'infrastructure...
- la production d'armement n'est qu'un poste dans les dépenses ;
- les exportations d'armements se distinguent de la production dans la mesure où une part de la production est destinée au marché intérieur.
- Enfin, quand on parle de production ou d'exportation, les chiffres peuvent concerner l'ensemble de

cette production ou exportation ou seulement les « armes majeures » ou les armements lourds.

En effet, on distingue :

- les armes majeures (avions, missiles, navires, véhicules blindés) ;
- les armes légères (armement individuel PA, PM, fusils mitrailleurs, lance roquettes) ;
- les équipements non meurtriers (systèmes électroniques, radars, détection, télécommunications, mouillage, stockage et traitement de l'information ;
- les pièces détachées, recharges, composants divers, matériels de démonstration et d'instruction, outillages spéciaux.

### Les États-Unis

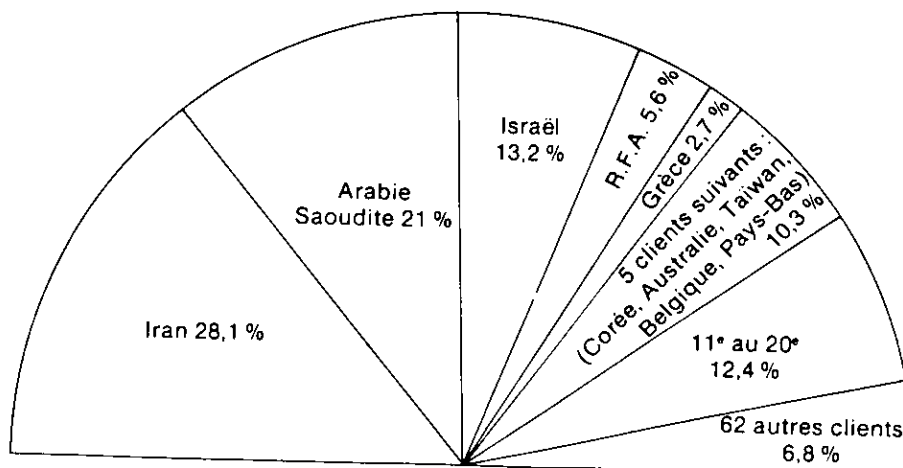
Quant aux États-Unis, Michel Behar dans les *Cahiers français* (voir biblio.) compte dans le secteur de l'armement strictement dit 700 000 personnes en 1980 réalisant une production de 46 milliards de dollars, chiffre que l'on peut compléter en indiquant que le « *Bilan économique et*

*social 1980* » du « *Monde* » (p. 124) parle de 1,6 million de salariés travaillant directement ou indirectement pour le Pentagone, avec la perspective que l'accroissement du budget de la défense fera passer ce chiffre à 2,2 millions de salariés.

Les ventes des États-Unis s'apprécient à la fois sur un grand nombre de clients (A. Sampson (voir

### Ventes d'armes des U.S.A. de 1970 à 1976

(valeur cumulée : 40,4 Md\$)



biblio.) en recense 82 sur la période 1970-1976 pour un montant cumulé de 40,378 milliards de dollars) mais aussi sur les achats très élevés de clients aux liens privilégiés : Iran, dans cette période, Arabie Saoudite, Israël, RFA, Grèce.

Après un certain flottement dans les années 60, les États-Unis, dégagés de la guerre au Vietnam, sont revenus en force sur le marché des armes. Ils bénéficient d'une clientèle importante parmi les pays européens. De plus il y a avec la crise économique un enjeu très important pour eux, dans le secteur de l'aéronautique, par exemple. Enfin la compétition est très violente entre les fournisseurs traditionnels. Le marché des pays développés connaît peu les soubresauts politiques. Il n'en est évidemment pas de même pour les pays du Tiers Monde, et les vendeurs sont à l'affût de toutes les occasions.

### Parmi les nouveaux venus...

D'autre part, des nouveaux venus prennent place parmi les vendeurs d'armes :

— Il faut signaler d'abord l'évolution de certains pays développés. Alors que la RFA s'était dans les années 60 relativement trouvé à l'écart des ventes au Tiers Monde, ses exportations ont augmenté sensiblement. Les chiffres exacts sont controversés (voir *Problèmes politiques et sociaux*, n. 428) mais l'évolution est nette et a encore été débattue l'année dernière à propos des deux sous-marins destinés au Chili, ou des chars « Léopard II » choisis par l'Arabie Saoudite. Or la RFA avec des firmes comme Messerschmitt (MBB), AEG-Telefunken, Siemens, Krauss-Maffei, Rheimmetall, MTU, DIEHL, Donrier, etc. pourrait, si cette évolution se confirme, devenir un concurrent sérieux.

— On peut déceler des « tentations » du même ordre au Japon, encore qu'elles soient surtout limitées pour le moment aux systèmes annexes et aux véhicules de transport. Mais il ne serait pas très surprenant qu'à moyen terme le Japon prenne place à son tour parmi les exportateurs d'armement.

### ... le Tiers Monde

Enfin, parmi les nouveaux venus, il faut mentionner certains pays du Tiers Monde qui d'acheteurs sont devenus producteurs et vendeurs.

C'est le cas du Brésil et d'Israël mais aussi de l'Afrique du Sud, de la Libye, de l'Égypte, de la Corée du Sud, de l'Argentine, de l'Arabie Saoudite pour les plus importants.

La production militaire dans les pays du Tiers Monde a ainsi évolué entre 1965 et 1975 :

Nb. de pays du Tiers Monde producteurs	catégories d'armements						
	avions	missiles	véhicules de combat blindés	navires de guerre	armes légères	composants électroniques	moteurs d'avions
en 1965	8	3	2	11	13	4	5
en 1975	18	8	7	22	22	10	6

Clients des U.S.A. 1970-1976	montant cumulé des achats entre 70 et 76 en Md de \$	% des ventes U.S.
Iran	11,323	28,04
Ar. Saoud.	8,472	20,98
Israël	5,375	13,16
R.F.A.	2,243	5,56
Grèce	1,086	2,69
Corée Sud	0,964	10,31 % pour les 5 pays
Australie	0,865	
Taiwan	0,803	
Belgique	0,774	
Pays-Bas	0,757	
	4,163	
Jordanie	0,647	12,44 % pour les 10 pays
Norvège	0,615	
Koweït	0,537	
Suisse	0,531	
Espagne	0,507	
Roy-Uni	0,479	
Canada	0,478	
Danemark	0,460	
Maroc	0,444	
Turquie	0,319	
	5,025	

Graphique et tableau réalisés d'après les chiffres d'A. Sampson

Le Brésil n'a commencé ses ventes d'armes qu'en 1974, mais en 1980 ses exportations étaient supérieures à 1,5 milliard de dollars et il vise 5 milliards de dollars pour 1985 (3) il a déjà obtenu des succès notables avec l'avion d'entraînement XINGU (commandés entre autres par la France) ou avec les véhicules de transport blindés EE9 et E 111 (Cascavel, Urutu, Sucurui) commandés à 2 000 exemplaires par l'Irak, 400 pour la Libye, 200 par Abû-Dhabi... Il a commencé à prendre de l'importance aussi en ce qui concerne les missiles et roquettes et construit, sous licence des frégates et vedettes (4) et multiplie les efforts pour se placer sur le marché du Moyen-Orient.

(3) Le Monde 1<sup>er</sup> décembre 1981.

(4) « L'Usine nouvelle », 23 octobre 1980.

Source : « Problèmes politiques et sociaux » n° 318

Israël a bénéficié de l'aide de la France dans les années 50 puis des États-Unis à partir de 1967 et a réalisé des productions adaptées ou autonomes fort prisées : ainsi l'avion de combat (supersonique) KFIR, le missile Sol sol Gabriel, (IAI : Israël aircraft industries), le PM UZI et le fusil d'assaut Galil (MI Israël military industries). Israël exporte la moitié de sa production vers l'Afrique du Sud, le Kenya, Taïwan et surtout l'Amérique latine (équipant avec « impartialité » le Salvador et le Honduras en conflit en 1969 ou l'Argentine et le Chili en 1978 (5)).

Ces deux pays du Tiers Monde représentent dès maintenant des concurrents sérieux pour les vendeurs d'armes.

Mais derrière eux se profilent encore d'autres industries en développement : l'échec de l'organisation arabe industrielle après Camp David a provisoirement réduit les espoirs égyptiens, mais en Inde, en Argentine, en Afrique du sud, se développent des productions que les pays riches commencent à considérer avec attention.

### Un moyen ou une fin

Première évidence : sur le marché des armes la concurrence est de plus en plus forte, les adversaires de plus en plus nombreux, il n'y a pas de domination ni de position nécessairement durables : la force relative des uns et des autres peut être radicalement remise en cause : en 1978 les États-Unis fournissent 86,6 % des importations de l'Iran, aujourd'hui rien... les stratégies politiques, les alliances se modifient, mais aussi les rapports de force économique. Et, dans cette bousculade planétaire, quels coups se priverait-on d'utiliser (cf. « Le marché du siècle » pour remplacer dans les armées de l'OTAN le starfighter, ou bien la « vente au rabais » des missiles FALCON (US) pour résister à la concurrence de l'AM2 japonais, ou tout simplement le stupéfiant manque de curiosité des pays vendeurs sur la destination réelle des armes qu'ils exportent).

Cette concurrence n'est pas toute balancée par les réalisations « européennes », d'abord parce que la plupart des réalisations sont en réalité bilatérales : franco-allemandes (missiles Hot, Milan, Roland, avion Alpha-jet) ou franco-britanniques (Helico gazelle, Lynx, Puma, chasseurs Jaguar) : la coopération multilatérale (chasseurs bombardiers MACA, nouvelles munitions de 155 mm) est pour l'instant marginale.

L'évolution actuelle va plutôt dans le sens du redéploiement national chacun pour soi, comme en témoigne les aléas du projet de char de combat franco-allemand ; « chacun pour soi », d'autant plus que les orientations de Reagan en matière de défense intensifient considérablement l'affrontement.

Ce caractère particulier du marché des armements susceptible de retournements brutaux et massifs pose un premier problème à un pays

(5) Le Monde diplomatique, sept. 1980.

comme la France, étant donné la place des ventes d'armes dans notre commerce extérieur : les ventes — que sans trop l'avouer — on a tendance à considérer comme une bénédiction pour notre commerce extérieur, sont susceptibles de s'écrouler sans crier gare, avec des répercussions d'autant plus graves qu'on les aura encouragées précédemment.

### Les effets pervers

Deuxième problème économique : les ventes d'armes, en allongeant les séries, abaissent les coûts de revient et donc permettent à l'armée française d'acquérir des matériels qui seraient sans cela, trop onéreux. L'exportation de l'armement est la condition de l'indépendance.

C'était la thèse du « Livre blanc sur la défense nationale » (1972 tome I, pages 54 et 55). C'est encore l'argument que rappelle Charles Hernu (*Le Monde*, 11 juillet 1981) et l'argument vaut qu'on s'y arrête, car il n'est pas sans réalité : les succès du Mirage 3, de l'Alphajet, du mirage F1 du missile Milan en témoignent. Mais il faut dire que cet effet n'est pas uniforme : certaines productions sont des « bides » ; d'autres même exportées ne constituent que des séries limitées où les effets d'échelle sont réduits (matériels navals).

D'autre part, il ne semble pas qu'il y ait une différence significative d'évolution des prix des matériels militaires selon qu'ils sont exportés ou non. Enfin, on voit bien qu'en tout état de cause le montant actuel de nos ventes d'armes situe le commerce bien au-delà de cet argument : la raison de nos ventes d'armes a changé. Nous ne vendons plus simplement pour pouvoir nous équiper, nous vendons pour améliorer notre commerce extérieur. L'exportation d'armes n'était qu'un moyen subordonné aux objectifs de la défense, elle est devenue une fin en soi.

Au point d'ailleurs d'entraîner des effets en retour sur la défense française, ce qui constitue un troisième problème :

Pour renforcer la crédibilité du mirage 2 000, sur les marchés étrangers, l'armée française a dû s'équiper de cet appareil qu'elle n'avait pas choisi et cette pratique fréquente entraîne une certaine disparité dans l'équipement de l'armée française.

Plus grave : les choix techniques de la défense nationale sont ainsi pour une part « surdéterminés » par les besoins des acheteurs étrangers. De plus, la nécessité de livrer en priorité les clients amènent parfois à retarder la livraison des commandes nationales, voir à prélever sur les stocks déjà fournis. Enfin, du fait de cette politique certains armements sophistiqués sont utilisés par des armées étrangères avant l'armée française. Certains stratèges soulignent aussi qu'à livrer des équipements conçus comme performants militairement, c'est-à-dire conçus pour esquiver le maximum de parades, on se place dans une « tenaille » défavorable, soit que ces armements soient retournés contre nous sans que la parade

existe — même pour nous —, soit qu'au contraire cette diffusion tous azimuts accélère la mise au point de parades et donc diminue d'autant notre propre capacité militaire.

Notre propre capacité de défense minée par une politique de ventes d'armes à tout prix? Pas si paradoxal que cela.

### La « contamination » du Tiers Monde

Quatrième ensemble de problèmes :

— L'effet sur le Tiers Monde : emploi international des ressources économiques de ces pays pris dans l'engrenage de la course aux armements, renforcement des liens de dépendance (assistance militaire, accords néo-coloniaux), cet aspect est assez connu. Mais il faut y ajouter deux points particuliers :

— d'une part, l'exploitation accrue du Tiers Monde en ce qui concerne les minerais stratégiques (titane, thallium, germanium, thorium, grenat, cobalt, cuivre) ne serait-ce que par la politique de constitution de réserves stratégiques que mènent les pays développés.

— d'autre part la « contamination du Tiers Monde » pour reprendre l'expression de Mary Kaldor, (*Le Monde diplomatique*, janvier 1982) par un type de technologie et d'industrialisation qui est celui des pays dominants, mais est loin d'être adapté aux besoins des peuples et des économies du Tiers Monde.

Enfin, bien sûr reste le problème global : même si l'on sait bien que les armes ne créent pas à elles toutes seules la guerre, il n'empêche qu'on peut craindre que l'accélération actuelle de ces exportations ne contribuent à accroître les tensions.

### Bibliographie

**Georges Thayer.** « *Les marchands de guerre* ». Julliard. 1970.

**Éric Gerdan** « *Dossier A comme Armes* » A. Moreau. 1975.

**Sipri** « *Le commerce des armes avec le Tiers Monde* » Guy le Prat. 1976.

**A. Sampson** « *La foire aux armes* ». R. Laffont. 1978.

« *Les Cahiers français* » n. 201 « *Armes et négociations* ».

#### Pour « aller plus loin » :

**ARESPA**, sous la direction de Alain Joxe. « *Demain la guerre?* ». Eco. et Humanisme. Éditions ouvrières. 1981.

**CEDETIM** « *L'impérialisme français* » Maspero. 1980.

**Commission Armée-Défense du PSU** « *Vers une défense populaire* » Syros. 1981.

« **Alerte atomique** » n. 61 « *Ventes d'armes* » ; n. 67-68 « *Armement ou développement* ».

« **L'économie en question** » n. 17 « *L'économie militaire* ».

« **Croissance des jeunes nations** » n. 243 « *Pain ou canons pour le Tiers Monde* ».

Est-ce qu'au-delà d'une certaine quantité d'armes, au-delà d'un certain rythme d'accroissement des équipements militaires, on ne court pas le risque que les « moyens techniques » ne deviennent des facteurs déterminants des stratégies de guerre et de paix? Après tout, les poudrières explosent plus souvent que les bibliothèques...

Jean-Paul HÉBERT

### Les sources d'information

Dans ce domaine la question des sources est fort importante évidemment :

Les plus importantes sont :

- Le SIPRI (Institut international de Stockholm pour la recherche sur la paix) qui publie tous les ans « *World armements and disarmements* » à partir de ses évaluations propres.

- L'IISS (Institut international d'études stratégiques à Londres) publie tous les ans « *The military balance* » qui rassemble les données publiées par les États et est traduit en français tous les deux ans par la Documentation française.

- WMSE (World military and social expenditures) travail réalisé par R.-L. Sivard pour « *priorités mondiales* » (Box 1 003, Leesburg, Virginia 22 075, US) est diffusé en France par le MDPL.

- L'ACDA (Arms control and disarmament agency) organisme gouvernemental US, publie un

annuaire des dépenses militaires mondiales et des transferts d'armements (WME-AT).

- Les sources officielles : publications de l'Assemblée nationale, Documentation française, Armées d'aujourd'hui, revue de la défense nationale.

- En France existent un certain nombre d'instituts :

Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) (dépendant du secrétariat général de la Défense nationale), la Fondation pour les études de défense nationale (reconnue d'utilité publique).

On peut suivre avec un intérêt particulier le travail de l'Association française de recherche sur la paix (ARESPA, 54 bd Raspail, 75006 Paris) dont le colloque de 1980 a été publié sous le titre « *Demain, la guerre?* » (voir bibliographie).